

Vocabulaire en Droit International Public

Droit international public [Droit général (droit privé, droit public)] Ensemble des règles juridiques régissant les relations entre les États et les autres sujets de la société internationale.

Droit d'ingérence humanitaire [Droit international public] Contrairement au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État, corollaire de la souveraineté, affirmé par la charte des Nations unies, ce droit vise à permettre une action internationale quand un peuple serait gravement menacé dans sa survie même.

Invoqué pour la première fois en 1992 afin de justifier l'intervention de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie.

Monisme [Droit international public] Conception doctrinale selon laquelle droit interne et droit international sont des manifestations d'un même ordre juridique. Le monisme avec primat du droit interne aboutit à ruiner le caractère obligatoire du droit international, qui se réduit à un droit public externe, que tout État peut unilatéralement modifier. Le monisme avec primat du droit international est seul à correspondre à l'état actuel du droit positif.

Dualisme [Droit international public] Conception doctrinale selon laquelle droit interne et droit international sont deux ordres juridiques distincts, d'égale valeur et indépendants.

Intangibilité des frontières

Dépérissement de l'Etat

Démocratie [Droit constitutionnel] Étymologiquement, gouvernement du peuple par le peuple, ce qui suppose en théorie l'identification des gouvernants et des gouvernés. Plus concrètement, régime dans lequel tous les citoyens possèdent à l'égard du pouvoir un droit de participation (vote) et un droit de contestation (liberté d'opposition). Cependant la liberté d'opposition n'est reconnue que dans la démocratie libérale, mais non dans la démocratie autoritaire.

Souveraineté de l'État [Droit constitutionnel/Droit international public] 1° Sens initial : caractère suprême du pouvoir étatique. 2° Sens dérivé : le pouvoir étatique lui-même, pouvoir de droit (en raison de son institutionnalisation) originaire (c'est-à-dire ne dérivant d'aucun autre pouvoir) et suprême (en ce sens qu'il n'a pas d'égal dans l'ordre interne ni de supérieur dans l'ordre international, où il n'est limité que par ses propres engagements et par le droit international). La doctrine classique, aujourd'hui contestée, fait de la souveraineté le critère de l'État.

Terrorisme [Droit pénal] Ensemble d'infractions limitativement énumérées dans le Code pénal, qualifiées ainsi, lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. L'effet essentiel de cette qualification est, d'une part, d'augmenter d'un degré dans l'échelle des peines les sanctions privatives de liberté encourues, d'autre part, de soumettre ces infractions à des règles de procédure particulières.

C. pén., art. 421-1; C. pr. pén., art. 706-16 s.

Uti possidetis

Cour internationale de justice [Droit international public] Organe judiciaire principal des Nations unies, fonctionnant conformément à un statut annexé à la Charte, et dont la mission est de régler par des arrêts les différends d'ordre juridique entre États et de donner des avis consultatifs aux organes de l'ONU et aux institutions spécialisées. Siège : La Haye.

Succède à la Cour permanente de justice internationale contemporaine de la SDN. On doit déplorer une activité aujourd'hui très faible de la Cour car peu saisie, les États préférant l'arbitrage.

Cour européenne des droits de l'Homme

[Droit international public] Juridiction créée dans le cadre de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Assure le contrôle du respect de la convention. Siège : Strasbourg.

Cour pénale internationale

[Droit international public] Statuts adoptés à Rome le 17 juillet 1998. La Cour a pour mission de poursuivre les responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. Traité entré en vigueur le 1er juillet 2002 après sa ratification par 60 États. Des plaintes ne peuvent être adressées à la Cour que pour des faits survenus postérieurement à cette date. Les États-Unis ont refusé de ratifier la convention créant la Cour et marquent une forte hostilité à son égard (cherchent à conclure des accords bilatéraux de non-extradition devant la Cour). La Cour siège à La Haye.

Cour permanente d'arbitrage

[Droit international public] Institution créée par la première conférence de La Haye (1899) pour favoriser le règlement arbitral des litiges internationaux. La CPA consiste en une liste permanente de jurisconsultes (4 au plus par État) parmi lesquels les parties choisissent un ou plusieurs arbitres. Siège : La Haye.

Dédoubllement fonctionnel

[Droit public] Expression, à l'origine employée en droit international public par G. Scelle, puis transposée dans les autres domaines du droit public, désignant le phénomène selon lequel une autorité publique agit parfois au nom de deux personnes publiques différentes. Exemple du maire, qui selon les attributions qu'il exerce, agit tantôt au nom de sa commune et tantôt au nom de l'État.

Règlement pacifique des conflits

[Droit international public] Règlement des conflits internationaux par des procédés exclusifs de tout recours à la force.

1° **Règlement arbitral** : mode de règlement juridique consistant dans le recours des parties à des juges de leur choix chargés de régler le conflit par une décision obligatoire.

2° **Règlement judiciaire** : mode de règlement juridique consistant dans le recours des parties à un tribunal préconstitué statuant par une décision obligatoire.

3° **Règlement juridique** : règlement d'un conflit entre États, sur la base du droit, par une décision arbitrale ou judiciaire obligatoire pour les parties. (V. 1° et 2°).

4° **Règlement politique** : règlement d'un conflit entre États au moyen de procédures diplomatiques ou politiques qui visent, sans aboutir à une décision obligatoire pour les parties, à concilier leurs intérêts opposés. Bons offices, Conciliation, Enquête, Médiation, Négociation.

Négociation

[Droit international public] Discussion en vue d'aboutir à un accord.

Enquête

- Procédure ayant pour but d'établir la réalité des faits qui sont à l'origine d'un conflit international, afin de faciliter le règlement de ce dernier grâce à un examen moins passionné du problème par les parties (ne pas confondre avec l'enquête de l'article 34 de la Charte de l'ONU, effectuée par le Conseil de sécurité pour découvrir si la prolongation d'un différend menace la paix et la sécurité internationale).

Médiation

[Droit international public] Mode de règlement politique des conflits internationaux consistant dans l'interposition d'une tierce puissance qui ne se borne pas à persuader les parties de s'entendre (comme dans les bons offices), mais leur propose une solution.

Conciliation

[Droit international public] Mode de règlement politique des conflits internationaux consistant dans l'intervention d'une commission chargée, en mettant en œuvre une procédure contradictoire, d'examiner l'affaire et de proposer une solution.

Arbitrage - Souvent, ce mot ne désigne pas cette procédure matériellement juridictionnelle de « dire le droit » en vue de dénouer un litige juridique; il est utilisé alors pour dénommer un authentique pouvoir de décision dont dispose telle ou telle autorité en vue de trancher souverainement une opposition de points de vue administrative ou plus souvent politique (ex. : les « arbitrages budgétaires » du Premier ministre en matière de répartition des crédits budgétaires entre les différents ministères). C'est en ce sens que la pratique politique a fixé le sens du pouvoir d'arbitrage conféré au président de la République par l'article 5 de l'actuelle Constitution.

Bons offices [Droit international public] Mode de règlement des conflits internationaux consistant dans l'interposition d'une tierce puissance qui cherche à rapprocher les parties pour les amener à entamer une négociation ou à recourir à un autre mode de règlement pacifique.

Sentence arbitrale [Procédure civile] Nom donné à la décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral. NCPC, art. 1470 s.